RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — **Circonscription de MORTAGNE** — DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Elections Législatives du 5 Mars 1967



Joseph CAMUS

MAIRE-ADJOINT D'ALENÇON

Directeur du Centre de Formation Professionnelle des Adultes de l'Orne

Président départemental de la Convention des Institutions Républicaines

CANDIDAT UNIQUE DE LA

Fédération de la **G**auche **D**émocrate et **S**ocialiste

Remplaçant éventuel . **Raymond DANGUY**

Directeur de Journal à Mortagne

CHÈRES ÉLECTRICES,

CHERS ÉLECTEURS,

Pour la première fois, vous assistez à un regroupement des Républicains de progrès et, dans chacune des trois circonscriptions de l'Orne, **un seul candidat** de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste se présente à vos suffrages.

Désigné pour la Circonscription de Mortagne. vous me connaissez déjà puisque j'étais en 1958 et 1962, le suppléant de Louis Mermaz. Les obligations professionnelles de notre ami ne lui permettant plus de se représenter devant vous, notre Président, François Mitterrand, a préféré lui confier la mission de défendre la Fédération dans un autre département plus proche de ses nouvelles fonctions universitaires et m'a fait l'honneur de me demander de lui succéder et d'assurer ainsi la **continuité de notre action politique.**

Fidèles à nos idées, nous avons créé la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste avec nos amis les Socialistes S. F. I. O. et les Radicaux. Tous ensemble, nous avons fait le serment, si nous étions élus, de constituer **un seul groupe** parlementaire, et de respecter un même programme : celui de la Fédération, dont voici les principales idées-force :

1 *Des Institutions démocratiques stables*

— Suppression de l'article 16 de la Constitution, trop tentant pour un apprenti dictateur éventuel ;

— Etablissement d'un contrat de législature entre le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée Nationale à l'occasion de l'investiture du Premier Ministre ;

— Dissolution obligatoire de la Chambre en cas de crise ministérielle.

2 *Une Société de citoyens libres*

— Création d'une Cour Suprême Constitutionnelle pour assurer le respect de la loi ;

— Assurer l'indépendance du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

— Révision du statut de la Radio et de la Télévision, abusivement utilisées par le Pouvoir à son profit ;

— Redonner aux Conseils Généraux et aux Conseils Municipaux les pouvoirs qui leur reviennent de droit et usurpés par les Services administratifs ou techniques de l'Etat ;

— Reconnaissance de la Section syndicale d'entreprise.

3 *La Paix dans le Monde*

— Règlement pacifique des conflits par l'arbitrage international ;

— En vue d'un désarmement général simultané et contrôlé, nous préconisons le lancement d'une croisade contre le **péril atomique.**

— Conversion, à des fins pacifiques, de l'industrie atomique.

— Signature par la France des accords de Moscou.

— Dans le cadre de notre sécurité européenne collective et de la coexistence pacifique, maintien de notre participation à l'Alliance Atlantique, en l'adaptant à la situation actuelle du Monde.

— Construction de l'Europe des Peuples disposant :
  a) D'une Assemblée élue au suffrage universel ;
  b) D'un Exécutif commun aux différentes communautés ;
  c) D'une politique commune pour les questions sociales, la fiscalité, la santé, les communications, la recherche scientifique et l'harmonisation des planifications nationales.

— Une aide au Tiers Monde par une assistance technique qui lui permette de mettre en valeur lui-même ses richesses naturelles.

4 Une économie dynamique et des Finances équilibrées

— Elaboration d'un plan par législature préparé et discuté par les Corps élus à l'échelon régional et national ;

— Aménagement du territoire en vue de l'épanouissement humain et économique de la Nation ;

— Mise en place d'une politique d'investissement et contrôle des investissements étrangers ;

— Recherche d'une politique agricole européenne ;

— Equilibre et stabilisation des prix agricoles ;

— Création d'un Office de la viande ;

— Révision complète de la Fiscalité ; révision des modalités du crédit public et privé et réforme des institutions bancaires ;

— Création d'une Banque nationale d'investissements.

5 JUSTICE SOCIALE : L'Emploi et le Logement

— **LE DROIT AU TRAVAIL** de tous par une formation professionnelle étendue aux ruraux et aux jeunes filles et adaptée aux besoins ;

— Une politique préventive de reconversion de la main-d'œuvre ;

— Protection des salariés contre le chômage et les accidents du travail.

— **LE DROIT A LA SANTÉ** par l'extension et la modernisation de l'équipement hospitalier ;

— La généralisation du système conventionnel départemental ;

— Création d'un Office central des industries pharmaceutiques ;

— Révision des charges indûment supportées par la Sécurité Sociale.

— **LE DROIT AU LOGEMENT.**

— Révision des règles de financement de la construction, tant publique que privée ;

— Révision de l'allocation-logement, trop restrictive actuellement ;

— Mise en place d'une politique foncière communale, permettant d'éviter la spéculation sur les terrains à bâtir.

— **PROMOTION DE LA FEMME.**

— Lui assurer un salaire égal à travail égal, et aménager en conséquence les structures de l'Enseignement ;

— Lui reconnaître le droit d'organiser sa famille en nombre comme elle l'entend et de l'éduquer selon son désir ;

— Aménager des équipements sociaux à l'usage des mères de famille.

— **LA SOLIDARITÉ NATIONALE.**

— Aide aux handicapés, pour leur réadaptation ou leur insertion professionnelle ;

— Indexation des pensions des victimes de guerre et anciens combattants ;

— Indemnisation juste des rapatriés et des spoliés d'Algérie ;

— Mise en place d'une **politique cohérente** en faveur des **personnes âgées.**

— Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

6 Priorité à l'Education Nationale

— Education de l'enfance handicapée ou inadaptée ;

— Création de nombreuses Ecoles maternelles ;

— Augmentation de la capacité d'accueil de l'Enseignement technique ;

— Révision des programmes en vue de leur allègement ;

— Démocratisation de l'Enseignement pour que les chances soient égales pour tous ;

— Développement de la Recherche scientifique et technique ;

— Mise en œuvre d'une politique de la jeunesse et des loisirs.

7 Développement régional

— Développer les moyens de communications (autoroutes, téléphone).

— Contribuer à une décentralisation des industries pour fixer sur place la main-d'œuvre ;

— Adapter le réseau électrique des campagnes aux besoins d'une agriculture moderne et d'une industrialisation possible ;

— Pratiquer une politique du tourisme et mettre en place les équipements nécessaires ;

— Exiger une coordination efficace entre les régions de programme, pour éviter les graves inconvénients dûs aux frontières administratives.

Pour permettre à la Fédération de réaliser ce programme d'expansion économique et sociale

Vous voterez pour son Candidat le 5 Mars

Vu : LE CANDIDAT.

IMP. DANGUY - MORTAGNE